

Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

Intervention de l'Ambassadeur Are-Jostein Norheim sur le thème:

Quelles perspectives de la politique européenne de la Norvège.

Je suis heureux de participer à cette conférence et je vous remercie de m'y avoir invité. Je suis l'ambassadeur de Norvège et je suis arrivé à Rabat il y a 3 mois et depuis, je ne cesse de découvrir votre beau pays à travers mes obligations professionnelles mais aussi des escapades personnelles.

Je suis invité pour parler du sujet:

Quelles perspectives de la politique européenne de la Norvège.

Je voudrais traiter les priorités principales du gouvernement norvégien concernant la politique européenne.

La politique, c'est une question de défendre les valeurs auxquelles nous croyons et continuer à créer celles dont nous dépendons pour l'avenir. C'est la base des cinq priorités principales de la politique européenne du gouvernement norvégien. Les cinq priorités sont:

La première: L'accroissement de la compétitivité et de la croissance

La deuxième: La recherche et une éducation de qualité

La troisième: Une politique ambitieuse en matière de climat et d'énergie

La quatrième: Le renforcement de la sécurité

Et enfin, pour finir: Une approche globale de la migration

L'accroissement de la compétitivité et de la croissance.

La coopération avec l'UE stimule la croissance économique et garantit les emplois en Norvège. C'est plus facile quand les entreprises, les investisseurs et les employés savent qu'il existe des règles communes qui créent une situation prévisible pour tous les acteurs sur le marché européen. Une entreprise norvégienne qui exporte des marchandises vers l'Allemagne ne devrait pas rencontrer d'autres exigences en matière de produits que ses concurrents dans les pays de l'UE.

Les Norvégiens désireux de travailler aux Pays-Bas devraient être assurés qu'ils bénéficieront des mêmes conditions de travail que les citoyens néerlandais et de l'UE. La même chose s'applique aux citoyens de l'UE qui souhaitent travailler

en Norvège. Pour assurer l'égalité de traitement et renforcer la compétitivité de la Norvège, le gouvernement accordera la priorité et œuvrera à l'élaboration de nouvelles règles de l'EEE (L'Espace économique européen) applicable aux entreprises en Norvège dès que possible après leur entrée en vigueur dans l'UE. L'Espace économique européen (EEE) est comme vous le savez une union économique rassemblant trente-et-un États européens : les vingt-huit États membres de l'Union européenne (UE), et trois des quatre États membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Toutefois, les règles communes ne suffisent pas lorsque les entreprises norvégiennes sont en concurrence sur le marché européen. Elles doivent également être compétitives entre elles-mêmes. Cela signifie que les entreprises norvégiennes doivent faire preuve d'innovation et de constamment développer de nouveaux produits et de meilleures méthodes de production. Pour ce faire, nous allons coopérer étroitement avec l'UE et ses États membres dans les domaines de l'innovation, la recherche et l'éducation. Nous allons améliorer les conditions pour les entreprises et les employés pour maintenir l'infrastructure industrielle compétitive et solide et créer des conditions propices stables et fiables dans le transport ainsi que simplifier et réduire les charges administratives à l'échelle européenne.

Nous allons jouer un rôle actif dans le développement de nouvelles solutions, avec des partenaires européens. Nous allons échanger les meilleures pratiques dans les domaines de la modernisation, de l'innovation et de la productivité dans le secteur public. Nous jouerons également un rôle actif dans la politique du consommateur pour le développement des politiques saines à même de renforcer la confiance des consommateurs à l'échelle européenne. Les consommateurs confiants contribuent à la croissance économique

Il est dans l'intérêt de la Norvège que le marché intérieur comprenne un marché du travail commun régi par des règles communes. Ainsi, les personnes qui franchissent les frontières nationales pour trouver du travail contribueraient à stimuler l'emploi et la croissance à la fois en Norvège et dans le reste de l'Europe. Le gouvernement cherchera à s'assurer du respect du droit des ressortissants d'autres pays de L'Espace économique européen afin que ces derniers bénéficient des mêmes conditions de travail que les employés norvégiens. Nous allons lutter contre le dumping social et promouvoir des conditions de travail bien réglementées. Nous allons également examiner les conséquences de la migration de main-d'œuvre et son influence sur

l'organisation de l'État-providence norvégien. L'objectif est de maintenir un état de bien-être qui soit durable tout en assurant en même temps l'égalité de traitement pour tous les ressortissants de l'EEE.

La recherche et une éducation de qualité.

L'objectif du gouvernement est de faire de la Norvège l'un des pays les plus innovants de l'Europe. D'importants investissements dans la recherche impliquant à la fois les secteurs public et privé contribueraient à garantir les bases de l'emploi dans l'avenir. La Norvège n'aura jamais une main d'œuvre bon marché, par conséquent, notre savoir constitue l'un de nos plus grands atouts. La coopération transfrontalière dans le domaine de la recherche contribue à améliorer la qualité de l'éducation et de la recherche norvégienne. Elle augmente également la compétitivité des entreprises norvégiennes.

La recherche et l'éducation représentent une partie importante de la coopération de la Norvège avec l'UE. Pour la période 2014-20, la Norvège contribuera aux grands programmes de l'UE dans les domaines de la recherche, l'innovation, l'éducation et la culture dont le budget passera à environ 3,2 milliards d'euros.

Nous devons nous assurer que nous tirons pleinement profit de notre participation à ces programmes. Nous devons faire en sorte que les enseignants, étudiants, chercheurs, chefs d'entreprises, collectivités locales et régionales et la société civile soient au courant des possibilités de financement de projets de l'UE, et nous devons aider les communautés de recherche norvégiennes pour réussir dans la compétition pour le financement. Le gouvernement prendra des mesures pour assurer la meilleure utilisation possible des possibilités offertes par le programme de coopération, à travers une stratégie distincte pour la coopération avec l'Union européenne sur la recherche et l'innovation.

Une politique ambitieuse en matière de climat et d'énergie.

Le renforcement de la sécurité de l'approvisionnement en énergie et la lutte contre le changement climatique sont les deux grands objectifs à l'ordre du jour de l'agenda européen. Avec l'Union européenne, le gouvernement jouera un rôle de premier plan dans les efforts visant à parvenir à un accord international pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en vue de limiter le réchauffement planétaire à deux degrés Celsius. Nous contribuerons

à la réduction des émissions en Europe. La Norvège participe pleinement au système d'échange des quotas d'émissions de l'Union Européenne. Dans le même temps, nous allons favoriser les investissements dans la recherche, la technologie, l'environnement et les infrastructures. De cette façon, nous pouvons jouer un rôle dans la réalisation de l'objectif visant à réduire l'émission de carbone et créer de nouvelles opportunités pour le secteur industriel norvégien.

La construction de gazoducs transfrontaliers et de lignes électriques à haute tension pour que les pays européens se connectent entre eux contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à rendre le marché de l'énergie plus performant et à renforcer la sécurité des approvisionnements énergétiques. Les lignes électriques transfrontalières profiteront à tous les pays impliqués. Elles contribueront : à la réduction du coût de l'énergie, à la diversification des sources d'énergie, au renforcement et à une meilleure utilisation des systèmes d'approvisionnement en électricité, à une utilisation plus efficace des ressources, à une plus grande sécurité de l'approvisionnement et à la possibilité d'une plus grande intégration des énergies renouvelables dans le système d'alimentation. Ces nouvelles lignes électriques devront être économiquement rentables.

Au cours de la transition vers une économie à faible taux de carbone, nous ferons la promotion du gaz naturel norvégien comme une alternative au charbon - qui est une source d'énergie plus polluante - en Europe. Nous allons également encourager le développement de la technologie du captage et du stockage de carbone. La Norvège est l'un des plus grands exportateurs d'énergie et, en tant que signataire de l'accord EEE, la Norvège est pleinement intégrée au marché intérieur de l'énergie, il est donc important pour nous de prendre part au développement de la politique énergétique de l'UE.

Le renforcement de la sécurité.

Avec les Etats-Unis, les États membres de l'UE et l'UE, la Norvège coopère étroitement sur la politique étrangère de sécurité commune et de défense, ce sont nos principaux partenaires. Notre politique étrangère repose en grande partie sur les mêmes valeurs et les mêmes priorités que celles de l'UE. Nous sommes d'accord sur un ensemble commun de valeurs partagées fondées sur

la démocratie, les droits de l'Homme et la primauté du droit. Nous partageons aussi la conviction que la coopération internationale doit être fondée sur le droit international. Nous entretenons un dialogue politique soutenu et participons ensemble à des opérations de réponse aux crises. Nous avons par exemple participé au côté de l'UE aux opérations civiles menées par l'UE dans le domaine de la gestion des crises. La Norvège a également participé à des opérations militaires sous la direction de l'UE. Dans les cas où nos intérêts et nos objectifs coïncident, nous cherchons à coordonner nos positions et notre action avec l'UE. En coordonnant ainsi notre engagement international, nous obtenons une plus grande influence. Nous nous efforcerons de trouver des solutions pour améliorer la capacité européenne des gestions de crise, ce qui profiterait à la fois à la communauté internationale et à la Norvège. Toutefois, la Norvège pourrait envoyer des troupes en standby pour les groupes de combat de l'UE en 2015. Nous jouerons alors un rôle actif dans les efforts de l'UE pour développer les capacités militaires, renforçant les nôtres et celles européennes, tout en fortifiant notre capacité à travailler ensemble.

Si nous voulons lutter contre la criminalité transnationale organisée, les pays européens doivent s'aider mutuellement, échanger des informations et coordonner leurs efforts. Le gouvernement souhaite donc renforcer la coopération policière et judiciaire en matière pénale avec l'UE. L'objectif est d'être mieux équipé pour lutter contre les réseaux qui organisent des activités criminelles telles que le trafic, la traite des personnes, le crime organisé pour le gain et la distribution de pornographie juvénile.

Dans le même temps, le gouvernement est parfaitement conscient de la nécessité de trouver un équilibre entre les considérations en matière de sécurité, de criminalité et de protection de la vie privée.

La protection des données en Europe fait l'objet d'une attention croissante. Le gouvernement jouera un rôle actif dans le développement d'une nouvelle législation dans ce domaine.

Pour se préparer et réagir pertinemment dans une situation d'urgence le gouvernement norvégien et l'UE s'associeront afin d'élaborer des scénarios et des ripostes à toutes les formes possibles d'attentats terroristes, de catastrophes naturelles et autres graves menaces. Il sera ainsi plus facile de donner et de recevoir de l'aide à travers les frontières nationales en cas de graves incidents.

L'approche globale de la migration.

Beaucoup de gens veulent venir en Europe pour vivre et travailler. D'autres se voient contraints de fuir le conflit et la persécution dans leur pays d'origine. En tant que participant à la coopération Schengen, la Norvège œuvre pour des solutions communes aux défis posés par les migrations. Nous veillerons à ce que tous les pays de l'espace Schengen prennent leur part de responsabilité pour le contrôle efficace des frontières extérieures, et aussi en matière de gestion correcte et efficace de nos frontières extérieures. Nous devons également insister sur la nécessité d'une coopération entre tous les États membres en vue d'un contrôle efficace des frontières extérieures pour lutter contre le crime et le trafic de drogues, et la surveillance efficace des frontières extérieures.

Dans le même temps, nous allons échanger des expériences avec d'autres pays européens sur la façon dont nous pourrions mieux intégrer les migrants dans la société et dans la population active. Nous allons également chercher à nous attaquer aux causes profondes pour lesquelles les gens migrent et prendre en compte les raisons qui poussent les gens à partir de leur pays. Cela signifie que, avec l'UE, nous devons renforcer la coopération avec les pays d'origine et de transit.

L'objectif est de promouvoir les droits de l'Homme, la démocratie, la paix et le développement économique dans ces pays. Les régions voisines de l'UE sont également la Norvège. Nous avons un intérêt commun d'avoir le degré maximal de sécurité et de stabilité dans ces domaines et à tous les niveaux .

La coopération de l'Union européenne avec les pays d'Afrique du Nord est un élément clé dans le développement d'une politique norvégienne intégrée en Méditerranée. Nous soutenons la politique européenne de voisinage, visant à promouvoir le développement économique, politique et sociale, à l'Est et surtout au Sud des frontières de l'UE.

xxxxxxxxx

Je conclurai en vous disant deux mots sur les relations bilatérales entre la Norvège et le Maroc. Nos deux pays ont de bonnes relations et je vais travailler dans le but de les améliorer davantage. Nous sommes encouragés par le développement démocratique important dans votre pays. Je salue notamment le progrès du Maroc dans le domaine des droit de l'Homme. La Norvège

soutient, à travers la société marocaine, ces efforts et j'espère pouvoir agrandir la coopération institutionnelle entre la Norvège et le Maroc.

Le secteur commercial est très intéressant et il faut faire des efforts pour renforcer les liens économiques entre nos deux royaumes.

Le commerce et les relations économiques entre les deux pays sont proportionnellement modestes. En 2013, nous avons exporté au Maroc des produits pour environ 522 millions de couronnes norvégiennes et importé pour 897 millions. La Norvège a donc un déficit commercial. Grâce aux vols directs de la Norvège au Maroc, le nombre de touristes norvégiens a augmenté ces dernières années. Malgré le volume de commerce modeste, le Maroc est aujourd'hui le pays arabe duquel la Norvège importe le plus et le quatrième marché de l'exportation arabe de la Norvège. Mais le potentiel est grand et il faut que les deux pays profitent de la situation.

Merci !